



COMMUNIQUÉ

Censure : l'ingérence honteuse de Renaud Muselier, la lâcheté complice des directeur-ices de théâtres publics !

Nous demandons des comptes et nous appelons toutes celles et tous ceux qui subissent censures, pressions ou chantages à se relever et à parler !

Les faits révélés par *Mediapart* ce jeudi 27 août sont complexes, mais ils dessinent un mécanisme d'une simplicité glaçante. Après les représentations de *Taire*, spectacle de Tamara Al Saadi, la lecture d'un texte consacré à la situation en Palestine devait avoir lieu à l'issue des représentations. Cette prise de parole, qui avait notamment pu se tenir à La Criée à Marseille et au Festival d'Avignon, a ensuite été empêchée dans plusieurs théâtres, dont ceux d'Aix-en-Provence, de Toulon et de Nice.

Renaud Muselier, président de la Région Sud, écrit à Dominique Bluzet, dirigeant de plusieurs théâtres et président d'ExtraPôle, pour qualifier cette prise de parole de «scandale inacceptable» et annoncer la suspension des financements régionaux d'ExtraPôle jusqu'à une « clarification publique ».

Il faut appeler les choses par leur nom : quand une collectivité utilise la menace financière pour obtenir le silence d'une artiste, il ne s'agit plus d'une simple demande d'explications. C'est une pression politique sur la création et la liberté d'expression.

Et cette pression a produit ses effets. Dès le lendemain, une réunion d'urgence d'ExtraPôle est organisée pour convaincre Tamara Al Saadi de renoncer à lire son texte sur Gaza, avec, selon son témoignage, la menace que son spectacle soit limité, voire déprogrammé.

Tamara Al Saadi relate cette réponse de la directrice adjointe du Théâtre National de Nice: « Si vous n'êtes pas contente, allez vous plaindre à *Libération*. »

À Nice, à Aix-en-Provence et à Toulon nous sommes directement concerné·es !

Nous le disons avec colère : ces méthodes sont liberticides. Menacer les financements, intimider les artistes, faire planer la menace de la déprogrammation, obtenir le silence par la peur : ces pratiques n'ont rien à envier aux méthodes de l'extrême droite. Et elles font précisément son jeu.

Car l'extrême droite n'a même plus besoin de conquérir les lieux de culture pour imposer ses obsessions si d'autres responsables politiques installent la peur, la surveillance des paroles et l'autocensure. Quand la liberté de création recule, c'est toujours l'extrême droite qui avance.

Notre syndicat condamne avec la plus grande fermeté l'ingérence de Renaud Muselier et la lâcheté des directions qui ont choisi de composer avec ces pressions plutôt que de les combattre. Nous demandons des comptes : qui a décidé quoi ? Qui a fait pression ? Qui a accepté de se plier à ces pressions ? Et pourquoi ces menaces sont-elles restées secrètes ?

Nous apportons notre soutien plein et entier à Tamara Al Saadi, qui a refusé de se taire et qui s'apprête à porter plainte.

Et nous lançons un appel à toutes celles et tous ceux du spectacle vivant victimes de censure, de pressions, de menaces, de déprogrammation ou de chantage à la subvention : ne restez plus isolé-es.

Relevons-nous !

Nice le 2 septembre 2026,
SFA – SNAP – Membres de la CGT Spectacle